

CONV 164/02

WG II 4

NOTE

du : Secrétariat

au : Groupe de travail II

Objet : Note de synthèse de la réunion du 25.06.2002

La première réunion du groupe de travail II « Charte » s'est tenue le 25 juin 2002, entre 14: 30 h et 16:30 h, sous la présidence du Commissaire Antonio Vitorino.

I. Programme et calendrier des travaux

1. **Le calendrier** des travaux a été agréé :

12 juillet 2002 14.30 - 18.30

23 juillet 2002 10.00 – 18.30

17 septembre 2002 10.00 – 18.30

4 octobre 2002 14.30 – 18.30

29 octobre 2002 14.30 – 18.30

7 ou 8 ou 18 octobre (dates de réserve)

2. **Programme de travail:** Le Président a mentionné les deux grands sujets du groupe (intégration de la Charte et adhésion à la CEDH), tels qu'abordés dans la note de réflexion CONV 116/02, qu'il entend soumettre successivement à l'examen du groupe. Vers la fin des travaux, le groupe traitera également de l'accès à la Cour de justice et de ses compétences, question liée aux deux grands sujets sus-mentionnés et également traitée dans la note de réflexion.

3. **Auditions.** Etant donné le caractère des sujets à traiter, le groupe a convenu qu'il entendrait des représentants de la Cour de justice des Communautés européennes et de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. A la demande d'un membre du groupe, le Président s'est engagé à prendre également des contacts en vue d'une audition des Directeurs généraux des Services juridiques de la Commission, du Conseil et du Parlement Européen.

En outre, le Président a annoncé qu'il convoquerait une réunion supplémentaire du groupe de contact « droits de l'homme », réunion à laquelle tous les membres du groupe de travail seront invités à participer, afin de pouvoir entendre les représentants de la société civile.

4. **Langues de travail.** Il a été convenu que, en raison exclusivement des contraintes de nature technique, l'interprétation lors de la tenue des groupes de travail ne pourra être assurée qu'en français et en anglais. Au cas où un membre du groupe signalerait un besoin incontournable de s'exprimer dans une autre langue, le Secrétariat sonderait les possibilités pratiques existantes.

5. **Accès aux réunions.** Le Président a annoncé que, dans l'intérêt d'assurer une conduite efficace des travaux, l'accès aux réunions du groupe restera, au stade actuel, limité aux Conventionnels (membres du groupe et autres) ainsi qu'aux collaborateurs que les membres ont désignés. Il n'a pas exclu pour autant la possibilité d'élargir l'accès au public dans une phase ultérieure des travaux.

II. Modalités et conséquences d'une éventuelle intégration de la Charte dans les traités - premier débat

6. Le groupe a procédé à un premier échange de vues libre portant sur le sujet sus-mentionné. Les points suivants ont notamment été évoqués:

- la position de certains gouvernements sur la question politique de l'intégration de la Charte resterait réservée, indépendamment de l'examen technique par le groupe des modalités de celle-ci;

- selon une appréciation largement partagée, l'on ne pourrait pas ignorer que le contenu de la Charte a été élaboré par la Convention antérieure et qu'il ne serait pas opportun, au stade actuel, de réécrire ce texte.
 - Dans ce contexte, plusieurs ont rappelé la légitimité et la représentativité de cette Convention précédente et ont estimé qu'il fallait maintenant se concentrer sur l'examen des modalités d'une intégration de la Charte dans un traité fondamental ou une Constitution. D'autres ont cependant soutenu que des différences existeraient entre l'adoption de la Charte en tant que déclaration politique et la perspective de doter un tel texte d'une valeur juridique; dans ce dernier contexte, certaines questions se poseraient comme notamment celles de savoir si de nouveaux droits pour les personnes, ou de nouvelles compétences de l'Union, pourraient en résulter, ou encore celle des relations entre la Charte et le traité, ainsi que la CEDH. A cet égard, certains se sont demandés si les clauses horizontales actuelles étaient suffisantes; d'autres ont douté de l'utilité de ré-discuter ces clauses.
 - une différence de la Convention précédente par rapport à l'actuelle était que les pays candidats n'y avaient pas pris part, même si ils ont été consultés au cours d'un hearing. De ce point de vue, il a été avancé qu'un examen ou une explication des solutions trouvées au sein de la Convention précédente pourraient s'avérer appropriés.
 - le groupe pourrait examiner la possibilité de prévoir un mécanisme de révision de la Charte à l'avenir.
 - il conviendrait d'examiner le rôle de la Cour de justice et son rapport avec les juridictions nationales dans le cas d'une intégration de la Charte.
7. Le Président a conclu en soulignant que ce premier débat a confirmé qu'il conviendrait, dès maintenant, suivant une approche pragmatique, examiner les divers points techniques abordés dans la note CONV 116/02, ainsi que certaines questions supplémentaires évoquées, qui seraient abordées au fur et à mesure des travaux du groupe, en relation avec lesdits points techniques.
